

AMNESTY INTERNATIONAL  
Index AI: NWS 11/16/95 - ÉFAI -

NOUVELLES HEBDOMADAIRES  
Informations à l'attention du public

24 janvier 1995

### CAMPAGNE SUR LE SOUDAN

Discours d'ouverture prononcé le 25 janvier 1995, à Nairobi (Kenya), lors d'une conférence de presse, par Pierre Sanz, secrétaire général d'Amnesty International  
Index FI : AFR 54/WU 05/95

Embargo : mercredi 25 janvier 1995 à 8 h 00 GMT  
(Prière de vérifier le texte exact du discours lors de la conférence de presse)

Nous sommes rassemblés ici aujourd'hui pour parler d'un pays dont la communauté internationale semble s'être lassée.

Pour beaucoup de personnes, l'histoire du Soudan apparaît comme une litanie de guerres, de famines et de pourparlers de paix qui semblent ne conduire nulle part.

Le risque est que la communauté internationale devienne complaisante et apprenne à vivre sans plus se soucier de la souffrance qui ravage ce pays.

Voilà pourquoi Amnesty International lance aujourd'hui, dans le monde entier, une grande campagne contre les atteintes aux droits de l'homme commis au Soudan.

Nous voulons briser la complaisance et placer de nouveau à l'ordre du jour inter-national la crise des droits de l'homme qui sévit au Soudan.

Depuis des années, les atteintes aux droits de l'homme sapent les espoirs d'un retour à la paix et à la stabilité. Elles sont à l'origine de la crise humanitaire qui ravage le pays.

En d'autres termes, nous estimons que le futur du Soudan dépend du respect des droits de l'homme dans tout le pays.

Nous voulons exercer des pressions pour que des actions concrètes mettent un terme à la crise des droits fondamentaux qui détruit ce pays.

Notre travail commence ici, en Afrique, où nous demandons aux gouvernements, aux organisations non gouvernementales (ONG) et aux membres africains d'Amnesty International d'exercer des pressions pour que des changements s'opèrent au Soudan.

J'ai déjà rencontré ici, à Nairobi, des représentants d'ONG ainsi que des membres des gouvernements du Kenya, de l'Ouganda et de l'Éthiopie. Je m'apprette également à discuter avec des représentants d'ONG et des membres de gouvernements lorsque je me rendrai au Ghana et en Côte-d'Ivoire, au cours des prochains jours.

Le point de départ de notre campagne est la situation dramatique que nous décrivons dans notre rapport sur le Soudan, qui couvre les cinq dernières années et demi depuis le coup d'État de 1989.

Dans le Nord, le bilan est lourd face à la tentative du gouvernement de briser l'opposition et de façonner la société soudanaise selon sa propre interprétation d'un islam radical.

La détention de toute personne soupçonnée d'opposition est devenue une pratique courante, au même titre que la torture dans les centres de détention secrets connus sous le nom de "maisons fantômes".

Le président du Soudan nie toujours l'existence de ces centres, mais les tortures laissent des traces et le témoignage de certaines de personnes ne peut être ignoré.

Dans le Sud, les forces gouvernementales, l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) et l'Armée pour l'indépendance du sud du Soudan (AIS) ont tué et fait "disparaître" des dizaines de milliers de civils, dans une guerre qui se veut « sans prisonniers ».

Pour sa part, le gouvernement s'est rendu coupable d'homicides, de tortures et de viols de civils, dans une guerre où ces derniers sont devenus des cibles au même titre que les forces d'opposition.

Les factions de l'APLS, quant à elles, ont recours à la torture, aux exécutions et aux homicides à caractère politique.

Ces combats sanglants ont entraîné le déplacement forcé de millions de Soudanais. Si des réfugiés ont gagné les pays voisins, les personnes qui n'ont pas fui le Soudan risquent de souffrir de la pénurie de vivres et de se trouver confrontées à l'intensification du conflit.

Certaines personnes m'ont demandé pourquoi nous parlions aussi du Nord, et non pas uniquement du Sud.

La réponse est que le carnage dans le sud du Soudan, en proie à la guerre, ne représente qu'une facette de la tragédie.

Même dans les régions moins touchées par la guerre civile, les atteintes brutales aux droits de l'homme ont engendré des divisions au sein de la population.

Certes, selon qu'il s'agit du Nord ou du Sud, les atteintes aux droits fondamentaux prennent des formes différentes, mais ne vous y trompez pas, les problèmes sont graves dans tout le pays.

Il faut garder présent à l'esprit que la guerre n'est pas la seule responsable de la détérioration de la situation des droits de l'homme au Soudan.

Mettre un terme à la guerre ne mettra donc pas fin aux atteintes aux droits fondamentaux.

Cela me conduit à parler de la question de la paix.

---

On m'a également demandé si les droits de l'homme n'allaient pas inévitablement passer au second plan lors des pourparlers de paix de Nairobi, qui semblent être dans l'impasse depuis quelques mois.

Nous répondrons qu'il est impossible de parler de paix sans évoquer les droits de l'homme.

Chaque atteinte aux droits fondamentaux accentue la haine et la méfiance. Il est vital d'y mettre fin pour instaurer le climat de confiance nécessaire à toute solution politique.

C'est la raison pour laquelle, la protection des droits de l'homme doit figurer dans tout accord de paix ou de cessez-le-feu afin que celui-ci ait un impact réel et durable.

Par cette campagne, nous cherchons à résoudre d'une manière totalement nouvelle les problèmes des droits de l'homme qui sévissent au Soudan.

Nous formulons les recommandations-ciés suivantes : d'une part, nous recommandons au gouvernement, à l'APLSD et à l'ALSD de prendre immédiatement des mesures pour mettre un terme aux homicides, "disparitions", tortures et détentions arbitraires, et de faire traduire en justice les responsables ; d'autre part, nous recommandons à la communauté internationale de créer un organisme civil international de surveillance des droits de l'homme.

Une tel organisme jouera un rôle important pour mettre un terme aux atteintes aux droits de l'homme, mais ne constituera pas une solution à lui seul.

Si des observateurs internationaux étaient présents sur le terrain, il serait plus difficile pour les forces gouvernementales et d'opposition de se livrer impunément aux massacres, à la torture et à la détention arbitraire, pratiques qui ont profondément déchiré la société soudanaise.

Les observateurs pourraient également travailler avec diverses entités soudanaises, afin de les aider à acquérir la capacité de protéger les droits de l'homme.

Nous avons reçu des signes encourageants de la part d'églises, d'ONG et d'autres membres de la communauté internationale pour qui une surveillance accrue constituerait une étape logique vers la consolidation des droits de l'homme dans ce pays d'Afrique.

Les Nations unies fournissent une assistance humanitaire à grands frais pour pallier les conséquences de la guerre et des atteintes aux droits de l'homme, mais cela ne suffit pas.

Lors des entretiens que j'ai eus cette semaine avec des représentants de gouvernements, nous avons cherché à développer le débat sur la présence d'observateurs de la situation des droits de l'homme au Soudan.

---

La version originale a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8PJ, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée par les Éditions francophones d'Amnesty International - ÉFRI -

À l'intérieur même du pays, il faudra que le gouvernement et les factions de l'APDS acceptent la présence d'observateurs sur le terrain.

Nous ne nous attendons pas à ce qu'ils donnent leur accord sur-le-champ.

Il incombe à la communauté internationale – gouvernements et ONG – d'exercer des pressions et d'user de persuasion pour créer un climat où les différentes parties considéreront qu'il est de leur intérêt qu'il y ait des observateurs.

Au cœur de ce débat, c'est l'avenir du Soudan qui est en jeu.

Sans respect des droits de l'homme, ce pays est condamné à l'instabilité, aux conflits et aux divisions sociales profondes l

## Soudan

Rapport présentant les conclusions d'une mission de recherche  
Index FI: AFR 54/WU 04/95

Embargo: 25 janvier 1995, 08 h 00 G.M.T.

Les habitants du sud du Soudan continuent de fuir vers le nord de l'Ouganda, en partie parce qu'ils craignent d'être victimes de violations de leurs droits fondamentaux : telle est la conclusion d'une mission de recherche menée par Amnesty International au Soudan la semaine dernière.

Le chercheur de l'Organisation spécialiste de ce pays, Andrew Mawson, a rencontré des réfugiés et d'autres personnes qui lui ont décrit des violations précises venant corroborer les pratiques exposées dans le rapport d'Amnesty International sur les droits de l'homme au Soudan.

Andrew Mawson a recueilli ces informations lors d'une visite de quatre jours (du 18 au 21 janvier) dans des camps de réfugiés situés près d'Adjumani, dans le nord de l'Ouganda. Il s'est entretenu avec des dizaines de réfugiés et d'autres personnes à propos de la situation actuelle dans le sud du Soudan. Le camp d'Adjumani héberge actuellement 150 000 réfugiés soudanais, et l'Ouganda est devenue la terre d'asile de plus de 300 000 Soudanais.

Deux à trois cents réfugiés soudanais arrivent chaque jour à Adjumani. Beaucoup ont passé des mois dans la clandestinité, dans les zones proches de la frontière, après avoir fui la ville de Kajo Kaji, reconquise par le gouvernement en juin 1994. Ils traversent maintenant la frontière car les vivres commencent à leur manquer, bien souvent parce que leurs réserves ont été pillées par des soldats indisciplinés de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS-Courant principal).

Un vieil homme a raconté comment l'un de ses proches avait été tué par une grenade à main lancée par un soldat de l'APLS prêt à se livrer au pillage.

Une femme a expliqué qu'elle s'était enfuie en voyant une parente violée par un soldat de l'APLS et que les responsables de l'APLS ne faisaient rien pour empêcher ces atrocités.

Les combats étant sur le point de s'intensifier entre les forces gouvernementales et l'APLS dans l'Équatoria orientale, des dizaines de milliers de personnes risquent d'être à nouveau déplacées, chassées des camps situés à l'est de la ville de Nimule, du côté soudanais de la frontière.

De jeunes garçons, âgés de douze ans à peine, sont réquisitionnés par l'APLS-Courant principal et entraînés comme soldats. Un homme a déclaré avoir vu récemment des garçons

---

La version originale a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée par les Éditions francophones d'Amnesty International - ÉFII -

se faire battre et emmener contre leur gré. Un jeune garçon a raconté comment il avait, tout seul, traversé la frontière après avoir vu ses amis se faire capturer.

Au cours des derniers mois, les soldats de l'APLSD ont tenté à plusieurs reprises d'enlever des hommes, qu'ils considéraient apparemment comme des déserteurs, dans les camps de réfugiés du nord de l'Ouganda. Un homme au moins, enlevé en août 1994, aurait été exécuté au Soudan : il s'agit de Karlo Madut Dent, un médecin qui avait quitté les rangs de l'APLSD.

À la mi-janvier, des soldats de l'APLSD ont également exécuté trois prisonniers de guerre d'un groupe armé d'opposition rival, juste avant d'abandonner la petite ville de Parajok.

Les forces armées gouvernementales continuent par ailleurs à commettre des violations des droits de l'homme. De nouvelles informations font état d'homicides de civils dans le nord du Bahr el Ghazal.

En décembre, des soldats des Forces de défense populaire (FDP), une milice gouvernementale, qui escortaient un train transportant des vivres, auraient sommairement exécuté des civils lors d'attaques menées contre des villages de part et d'autre de la voie ferrée. Andrew Mawson avait visité cette région en juin 1994, et ces nouvelles informations viennent confirmer des pratiques qu'il avait alors découvertes.

Toujours dans le nord du Bahr el Ghazal, des forces dirigées par Kerubino Kuangin Bol – faisant apparemment partie de l'Armée pour l'indépendance du sud du Soudan (ancienne APLSD-Unifiée) mais qui recevraient des armes du gouvernement – auraient attaqué des villages et tué des civils soupçonnés d'être fidèles à l'APLSD-Courant principal dans l'est de l'État I